



HAL
open science

Entretien avec Catherine Locatelli

Catherine Locatelli

► **To cite this version:**

Catherine Locatelli. Entretien avec Catherine Locatelli. Bulletin de l'industrie pétrolière, 2006, 10505, pp.1. halshs-00010402

HAL Id: halshs-00010402

<https://shs.hal.science/halshs-00010402>

Submitted on 24 Oct 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Catherine Locatelli

chargée de recherche CNRS au LEPII

A côté des réactions virulentes de la presse européenne devant l'arrêt des livraisons de gaz russe à l'Ukraine, l'analyse de l'expert qu'est Catherine Locatelli, chargée de recherche CNRS au département Energie et Politiques de l'Environnement de l'Université de Grenoble, est nettement plus nuancée. Moscou, estime-t-elle, veut, par cette crise, « interpeller l'Union européenne sur la question de l'Ukraine ». Une chose est sûre : la crise actuelle va conforter la Russie dans son souci de diversifier les voies d'acheminement de son gaz, en évitant, notamment, le passage par l'Ukraine. Entretien.

BIP. *La décision de Moscou d'interrompre ses fournitures de gaz à l'Ukraine suscite une levée de boucliers en Europe. Quel est votre sentiment sur la situation ?*

Catherine Locatelli. Il faut tout d'abord observer que c'est une crise qui couve depuis très longtemps. Cela fait des mois maintenant que Moscou a annoncé son souhait de vendre son gaz aux pays de la CEI à des conditions économiques, notamment du fait que, les prix intérieurs étant très bas, Gazprom a besoin d'une valorisation de ses ressources à l'extérieur.

A cet aspect économique, s'ajoute aujourd'hui un aspect politique : Moscou réagit en riposte à l'intention affichée par l'Ukraine de se rapprocher de la mouvance de l'Union européenne.

Dans cette crise, Kiev utilise l'UE comme moyen de chantage face à Moscou. Gazprom fera en sorte de maintenir des relations gazières fiables avec les pays de l'Union. Mais au-delà, le conflit actuel va pousser le géant russe à diversifier les voies de transit de son gaz et à s'affranchir petit à petit de la dépendance vis-à-vis de l'Ukraine.

L'une des conséquences du bras de fer avec l'Ukraine va d'ailleurs peut-être de donner une légitimité au gazoduc nord-européen (NGP), ce gazoduc totalement sous-marin qui doit relier la Russie à l'Allemagne via la Baltique et qui a déclenché un tollé chez certains pays de l'UE, la Pologne notamment.

Il semble d'ailleurs que ce projet, qui était lié au départ au développement du gisement de Shtokman, doive

désormais en être déconnecté pour être réalisé plus rapidement.

Pour diversifier les voies d'évacuation de son gaz, Moscou a une autre solution : doubler le gazoduc Yamal. Certes, il transite par la Biélorussie, mais c'est un pays avec lequel les relations sont nettement plus sereines qu'avec l'Ukraine. Les capacités du NGP, comme du Yamal, sont importantes : 30 milliards de mètres cubes par an chacun. Kiev risque ainsi de perdre des droits de transit conséquents.

BIP. *Beaucoup pensent que les exigences de Moscou en matière de hausse des tarifs gaziers demandée à Kiev sont astronomiques et qu'il aurait fallu consentir un étalement de la majoration. Etes-vous d'accord ?*

Catherine Locatelli. Kiev n'a à l'évidence pas les moyens de s'acquitter d'un plus que quadruplement instantané du prix de ses achats de gaz. La majoration aurait certes pu être progressive. Mais ce qui a poussé Moscou à son intransigeance, c'est, encore une fois, la volonté affichée par l'Ukraine de se rapprocher de l'UE. Le problème économique entre les deux pays date d'une quinzaine d'années mais c'est la première fois que la Russie va jusqu'au bout, sans doute pour mettre l'Union européenne face au problème ukrainien.

BIP. *Moscou ne risque-t-il pas ainsi de s'attirer les foudres de l'Europe et de pousser les Etats membres à réduire leur dépendance gazière vis-à-vis de la Russie ?*

Catherine Locatelli. Certes, c'est une arme à double tranchant. Mais avec 38 % des réserves mondiales de gaz, je pense que les Russes sont assez forts dans leur position de fournisseurs. On voit mal comment ils pourraient être mis hors du jeu.

Et même si certains évoquent les ressources de la Caspienne, il faut rappeler qu'elles seront difficiles et coûteuses à exploiter et que la Russie aura, plus ou moins, les moyens de les contrôler. Enfin, l'Union européenne a, comme on sait, signé un partenariat énergétique avec la Russie.